

COMPTE-RENDU DU GRAND DEBAT NATIONAL

Saint-Nom-la-Bretèche

Feucherolles

21 février 2019 - Espace Jacques Kosciusko-Morizet à Saint-Nom-la-Bretèche

Organisée à l'initiative du maire de Saint-Nom-la-Bretèche, l'annonce du Débat Public Citoyen a été faite aux habitants de la commune par plusieurs moyens de communication, dont :

- Newsletter papier
- Newsletter web
- Affichage papier panneaux municipaux
- Affichage panneaux électroniques
- Facebook et site web mairie

Le débat a eu lieu à l'Espace J. Kosciusko-Morizet. Des chaises étaient disposées en partie centrale pour que public, organisateurs et garant soient sur un même plan.

Le débat a réuni environ 100 personnes.

Après une présentation de la soirée par les maires de Saint-Nom-la-Bretèche et de Feucherolles, le débat a été lancé en présence d'un garant, Monsieur Michel Riou. Son rôle : donner la parole à tous, faire en sorte que chacun soit considéré avec la même égalité, garantir la neutralité du débat et la fidélité de son compte rendu.

Tous les sujets proposés par l'organisation du grand débat ont été traités. Des possibilités d'expression sur des sujets ouverts ont été proposées en fin de débat.

Il a été précisé que le compte-rendu serait transmis à l'organisation du Grand Débat et que, pour en faciliter la rédaction, le débat serait enregistré. Un résumé sera diffusé dans le magazine de la commune et mis en ligne sur le site web.

Après présentation de l'organisation, Monsieur Riou (le garant) se présente, indique que son nom, sur la liste des commissaires-enquêteurs volontaires fourni par la préfecture, lui a valu d'être sollicité par la mairie, puis précise son rôle (voir plus haut).

Les contributions des participants sont rapportées dans les tableaux ci-dessous dans l'ordre des sujets traités.

I. DEMOCRATIE ET CITOYENNETE

Sujet choisi par le 1^{er} intervenant

Immigration	<p>« L'immigration coûte 40 à 50 Mds par an avec la CMU, et l'éducation des enfants qui se traduisent par un besoin de personnel supplémentaire dans les hôpitaux et les écoles » en conséquence, je propose de stopper l'immigration illégale et d'arrêter le regroupement familial.</p>
	<p>Il n'y a pas que du négatif dans l'immigration, c'est aussi une richesse. Les hôpitaux, le bâtiment, la restauration fonctionnent avec un apport significatif de personnes issues de l'immigration</p>
	<p>Globalement le solde richesse-coût est créditeur.</p>
	<p>- L'immigration c'est aussi une émigration de gens formés qui en quittant leur pays l'appauvrissent. - certaines villes n'ont plus d'habitants qui soient des Français de souche.</p>
	<p><i>Un citoyen indiquant travailler dans le médical : Je suis fils d'immigrés qui ont choisi de venir en France, qui aiment la France et qui ont eu la volonté de s'intégrer.</i></p>
	<p>- Etre citoyen c'est adhérer à des valeurs. - Ne pas oublier que l'Etat a été demandeur de main d'œuvre immigrée.</p>
	<p>Il faut se fixer des objectifs annuels d'immigration (plafonds) basés sur les évolutions démographiques et les besoins économiques</p>
	<p>Il faudrait en dehors des catégories 'Français ou pas', une catégorie « résidents »</p>
Votes Proportionnelle Vote obligatoire Vote blanc Référendum	<p>- Se rappeler que la proportionnelle on l'a connu avec la IV^{ème} République dont les gouvernements duraient peu, alors que les pays alentour progressaient après-guerre, la France a stagné pendant cette période. - Quand on vote à la proportionnelle, on ne sait pas quel programme sera appliqué puisque celui-ci s'établit ensuite lors d'un consensus entre 2 ou plusieurs partis (cas de l'Allemagne) - Pour un système majoritaire</p>
	<p>Souhait de 10% de proportionnelle</p>
	<p>Il faut comptabiliser les votes blancs</p>
	<p>Elus de l'assemblée doivent mieux représenter la nation. Aujourd'hui les élus de l'Assemblée nationale ne représentent que le Président. Inverser le calendrier électoral pour éviter que l'Assemblée Nationale ne représente que le Président. Le système majoritaire est pervers : trouver un autre système</p>
	<p>Trop d'abstention, pourquoi pas le vote obligatoire</p>
	<p>Rendre l'assemblée plus représentative des opinions des électeurs.</p>
	<p>On pourrait instituer des mandats impératifs qui conduiraient à destituer un élu qui ne respecterait pas le programme pour lequel il a été élu.</p>

I. DEMOCRATIE ET CITOYENNETE (suite)

	Le système de vote américain (présidentielles), de même que la convention en 1793, jugeant le système de vote direct peu fiable ont choisi le vote indirect (grands électeurs)
	Il faut plus de démocratie : favorable aux référendums ou votations à la Suisse notamment pour les sujets sociétaux.
	Nos médias qui constituent un 4 ^{ème} pouvoir sont très orientés. Ils privilégient une info « clash » et ne contribuent pas à faire comprendre les institutions nationales et européennes.
	On fait des référendums mais on ne respecte pas les résultats : ex Constitution européenne et Notre-Dame des Landes A quoi ça sert?
Formation	Imposer la formation des jeunes aux grandes entreprises.
	Dans la connaissance de la politique il y a un manque de pédagogie
	Demande de pédagogie à l'école. Il faut une formation à nos institutions et à la citoyenneté avant le BAC.
	La citoyenneté s'apprend, le service civique semble une bonne chose, mais il faut aussi une formation plus tôt, un service communautaire au plus jeune âge (ex : ramassage des papiers....). C'est la voie vers le bénévolat plus tard. Pourquoi pas un vote obligatoire qui inciterait à mieux se former, s'informer.
	Problème de l'information par les médias les plus utilisés : on est mal informé, les informations sérieuses il faut prendre le temps d'aller les chercher
	Pédagogie
	Par un professeur d'école d'ingénieurs : Effaré par l'ignorance de ses élèves sur ces sujets. Ce qui est diffusé sur les médias et les réseaux sociaux est catastrophique.
	Information
	- C'est aussi du rôle des parents de former nos enfants à la citoyenneté. - Les enseignants manquent aussi de formation pour éduquer dans ce domaine.
	- Fossé entre élus et citoyens de base - Confiscation du pouvoir par les élus : manque de retombées vers le citoyen - Manque global d'infos - il faut intégrer davantage le citoyen dans la vie des communes notamment lorsqu'elles sont petites
	Les gens ne viennent pas aux conseils municipaux, peut-être faudrait-il procéder à des tirages au sort pour en inviter.
Nombre d'élus	Réduire leur nombre à l'Assemblée Nationale, puis quand ils finissent leur mandat réduire les dépenses qui subsistent (protection sécurité)
	Lors de la création de communauté de communes, on a été mis devant le fait accompli. Il fallait consulter les citoyens.

II. ORGANISATION DE L'ETAT

Pour la suppression des départements (diminution du nombre d'étages)

- On voit trop de choses aberrantes, des dépenses trop élevées comme ça a été le cas localement pour des pistes cyclables sur une départementale en campagne.
- S'attaquer aussi au mille-feuilles territorial

La fréquentation des pistes cyclables ne se juge pas dans les premiers temps de leur mise en place.

- Il faut financer des services publics mais il faut mieux contrôler l'efficacité des dépenses publiques.
- Les rapports de la cour des comptes ne sont pas suivis d'effets : leur prise en compte doit être présentée aux citoyens contribuables.

Le nombre de fonctionnaires a explosé, et c'est dans la territoriale que cette explosion a été la plus forte, il a très fortement augmenté pour atteindre 1,9 million, c'est trop. Le réduire. Le mille feuilles en est la cause.

Exemple des logements sociaux : pas de compétence unique, tous les étages de l'Etat à la commune sont parties prenantes donc lourdeurs et lenteurs qui font obstacles aux actions.

Les députés font de plus en plus de lois, toujours restrictives.

On aboutit à un enchevêtrement de normes et pour la construction on multiplie les temps (par deux) et les coûts (par 1,5)

Des simplifications sont nécessaires.

On développe l'internet dans les services de l'Etat. Si certains fonctionnent bien (impôts), ce n'est pas le cas de tous d'où des progrès à faire pour être plus efficaces et/ou pour réaliser des économies.

La cour des comptes fait un travail précis dans plusieurs domaines (le cas de la santé est cité) mais leurs travaux sont rarement pris en compte. Les gens perdent confiance dans le système.

On fait des contrôles, on fait plus de lois mais on ne les applique pas.

Prévoir des projets nationaux. Il existe une somme de datas santé. Elles offrent un potentiel de milliards d'Euros mais ne sont pas exploitées. Amazon l'a fait aux Etats-Unis.

La décentralisation a amené des transferts de compétences mais il y a toujours des décisions et des financements croisés... !

L'Etat doit s'appliquer la règle d'or qu'il impose aux communes : zéro déficit

Les suisses qui n'ont plus de fonctionnaires ont pourtant des services publics.

Pourquoi l'Etat demeure-t-il dans certaines activités comme la télé ou la radio. Ces organismes comptent un nombre d'employés trop élevé.

L'immobilier national ne doit pas être géré par des fonctionnaires.

On est administré par une entité monolithique : l'ENA. Ce sera compliqué de faire des réformes avec cet attelage-là.

Quand un conseil général (départemental maintenant) décide d'investir dans la commune, les élus peuvent s'en réjouir même si le choix de l'investissement n'apparaît pas des plus judicieux. Nous pourrions être plus responsables.

II. ORGANISATION DE L'ETAT (suite)

L'administration impose pour les projets, des formats financiers qui, en ne mettant pas en évidence les bons critères, ne favorisent pas les bons choix.

Communes (et autres strates ?):

- Mieux hiérarchiser les dépenses si on veut faire des économies en restant efficace.
- C'est nécessaire pour contenir une hausse des impôts locaux en face des baisses de dotations de l'Etat.

En Allemagne il y a 7000 communes. Pays pourtant plus petit, nous en avons 36000. On pourrait en réduire le nombre.

Le regroupement des régions a augmenté les dépenses : besoins de locaux plus grands (hôtels de région) et augmentation des frais de déplacement. Autres coûts supplémentaires : les avantages salariaux différents de deux anciennes régions se sont alignés vers le haut quand elles ont fusionné.

Supprimer les régions.

Terminer la réforme des régions pour réduire les coûts, supprimer les départements

Complexité administrative folle

Cinq strates de la commune à l'Etat, il y en a au moins une de trop.

III. LA FISCALITE ET LES DEPENSES PUBLIQUES

- Dans le questionnaire qui est proposé on ne parle pas d'entreprises. Ça ne sert rien de faire un débat si on n'en parle pas. Sans entreprises pas de fonctionnaires.
- Les charges patronales sur les salaires sont de 42 à 45% pour les premiers niveaux jusqu'à 55% sur niveaux supérieurs.
- Les gilets jaunes ont raison : ils ne sont pas assez payés pour ce qu'ils font mais leurs employeurs ne peuvent pas les payer plus (part importante des charges sur la masse salariale payée par l'employeur : un smicard coût à l'employeur 2 fois le salaire net qu'il touche).
- Regarder ce qu'ont fait les Pays Bas il y a 10 ans, ils ont tout privatisé. Nos élus n'ont aucune culture en économie, il en va de même pour la population

- Les charges pèsent trop sur le travail.
- Les impôts c'est bien, il en faut pour les infrastructures....mais nous avons 10% d'écart avec l'Allemagne ou avec l'Angleterre. Du coup nous ne sommes plus compétitifs, notre commerce extérieur s'effondre. A la fin il y a moins d'emplois.
- Trop d'Etat dont il faut auditer l'efficacité. Mesurer l'efficacité des dépenses
- Quand on a un budget on doit le respecter
- Trop de comités 'Théodule' avec des fonctionnaires payés 15 000 E/mois.
- Le budget de l'Etat doit être voté par référendum

On est maintenant dans un monde où en matière de dépense publique on aura plus de marge de manœuvre. Les deniers de l'Etat sont mal employés

Que la France ait le courage de faire ce qu'a fait le Canada il y a plusieurs années en matière de réduction des dépenses. Une réflexion de 6 mois a permis de remettre à plat tous les services publics.

Fixer un taux maxi de prélèvement : 40% du PIB max.

Injecter de l'argent dans l'économie en diminuant les impôts et la réglementation comme l'ont fait Reagan et Trump Aux USA. Même au prix d'une augmentation du déficit et de la dette sur 2-3 ans

Attention ! Les USA peuvent jouer avec le dollar (monnaie mondiale), ce n'est pas le cas pour l'Euro.

Pour augmenter le pouvoir d'achat baisser la TVA à 0 ou 2% pour les produits de 1^{ère} nécessité.

Moduler la TVA, pour les produits de 1^{ère} nécessité à 0. Puis différents paliers selon degré de nécessité du produit.

Associations : demandent le Zéro TVA ou un taux ramené à 2,1% sur les dons aux associations (en grosse chute ces derniers temps).

Impôts sur les charges de production : Nos pays concurrents ont des fiscalités plus basses. La baisse de la fiscalité irait à l'investissement.

« *Le système de recouvrement des impôts et taxes coûte 43 milliards* ». Beaucoup trop.

Le CICE bénéficie à toutes les entreprises si bien que Total en bénéficie aussi. Son versement devrait être dépendant de la rentabilité des entreprises.

Le CICE n'existe plus, il a été transformé en une baisse de charges

En dissuasion nucléaire on a à la fois l'aviation et les sous-marins. On n'a pas besoin des deux. Ne garder que les sous-marins.

1 jour a été créé il y a peu pour financer les Epads. Rajouter 2 jours de solidarité : 1 journée = 1 gain de 3 milliards. 1 journée pourrait être consacrée au désendettement. Et 1 journée consacrée aux personnes défavorisées notamment aux sans-abris.

III. LA FISCALITE ET LES DEPENSES PUBLIQUES (suite)

La suppression de la taxe d'habitation est une hérésie. Les communes vont être plus dépendantes de l'Etat et cela va favoriser la démagogie (perte de responsabilité des élus locaux). La rétablir.

Un recensement fait état de 360 formes d'impôts ou taxes. Faire plus simple.
Remplacer par 4 impôts + une contribution universelle.

Taxes habitation basée sur la classification de la maison, ses caractéristiques et dimensions, la prise en compte de la situation personnelle le tout multiplié par les taux des communes, communautés de communes...

Diminuer les injustices entre les contribuables. Revenus et entreprises. Entreprises entre elles : grands groupes et PME.
Avec notamment le principe d'intégration fiscale les grands groupes en paient proportionnellement beaucoup moins alors qu'ils ne sont plus créateurs d'emplois au contraire des PME.
Un taux minimum devrait s'appliquer aux grands groupes.

Le processus de Débat d'Orientations budgétaires est fait par les communes sur un format imposé par l'Etat. Ce format les empêche de se poser les bonnes questions sur les dépenses à faire, de remettre en question les dépenses qui sont reportées d'une année sur l'autre.
Il faudrait aider les maires en leur fournissant d'autres outils.

Dotations aux communes ont baissé de façon drastique (Etat, Département). Les communes font l'effort de maintenir investissements et services quand même, malgré la réduction des dotations. Le poids de l'économie réalisée par les communes est considérable donc l'effort de leur part dans la réduction des dépenses a été fait. Mais à l'avenir il se peut qu'il faille choisir entre augmentation des impôts et disparition de certains services.

Gens qui créent l'emploi c'est les cadres (ingénieurs, informaticiens, chefs cuisiniers) des gens qui sont payés plus que 3500 euros et qui paient toutes les charges.

80% de la masse des impôts sont payés par 10% des gens. Si vous faites partir ces gens, il faudra en trouver d'autres pour payer ces impôts. Ne faites pas fuir les riches parce qu'ils emploient ils dépensent et ils paient des impôts. Il faudrait les inviter encore plus ici.

Réduire le train de vie de l'Etat

Libéraliser la Sécurité sociale

Complexité administrative et fiscale. La fiscalité française c'est un drame : trop volatile, change tous les ans.

IV. LA TRANSITION ECOLOGIQUE

- On est tous pour. Il y a cependant besoin de donner une vision globale.
- On ne doit pas y faire face que par la fiscalité (taxe carbone ou écotaxe) qui ont amené des refus.
- Il y a un marché en devenir, il faut qu'on investisse dedans, mais on a des semelles de plomb, on n'est pas assez agiles dans les investissements, nos concurrents (pays) sont plus agiles que nous.

Se repose la question des vraies solutions. L'éolien procure une énergie intermittente qu'il sera difficile de bien développer tant que des solutions viables de stockage ne seront pas disponibles. Il ne faut pas enterrer le nucléaire trop vite.
Hydraulique, on est pratiquement au maxi de ce qu'on peut faire en France.

Privilégier :

- l'efficacité énergétique,
- les circuits courts
- les initiatives locales
- les innovations sur les énergies vertes.

Emissions de CO2 et le réchauffement ce n'est pas une pollution. La pollution c'est ce que nous ingurgitons, les insecticides, les pesticides, les émissions de particules fines. C'est ce qui nous rend malades. Faisons attention à la façon dont nous produisons et ce que nous mangeons.

En fait ce qui nous tue c'est ce qu'on mange. Pour favoriser le futur dans l'esprit de la transition énergétique, il faut qu'on réapprenne à manger, qu'on réapprenne à produire. Les chinois ferment leurs centrales thermiques en faveur de l'éolien, du solaire etc. Comment se fait-il que nous soyons autant à la traîne par rapport à eux ?

Laisser plus de place au vélo.

Investir dans des projets verts via la BPI (Banque Publique d'Investissement)

V. AUTRES SUJETS

Retraites par répartition : ce modèle d'après-guerre va devenir difficile à soutenir du fait de la démographie. Il faut sortir du dogme « la capitalisation c'est mal ». C'est bon pour les anglo-saxons ». Il faut réfléchir à d'autres voies, il faut en parler. Il faut travailler plus longtemps, peut-être, mais est-ce valable quand on est maçons et qu'on travaille dans des conditions terribles. Je ne crois pas.

Repenser la formation des jeunes, on manque beaucoup de main d'œuvre dans le bâtiment, dans la restauration, dans la mécanique.
Réduire les salaires trop hauts des hauts dirigeants.

Beaucoup d'entreprises ne veulent pas d'apprentis parce que ça pose des tas de problèmes (nombre d'heures limité...).

Apprentissage, d'autres pays font bien mieux que nous, l'Allemagne, l'Angleterre.
L'apprentissage dans ce dernier pays a été laissé à la charge du privé, ce sont les entreprises qui pilotent sous contrôle de l'Etat.
Confier l'apprentissage à l'éducation nationale est une hérésie.

L'Islam est un problème dans un pays démocratique. Mes lectures du Coran me montrent qu'il associe religion et organisation politique.

« L'Avortement qui supprime une vie sur cinq », ne devrait plus être une facilité accordée à toutes.
Ce propos soulève des réactions notamment sur le fait qu'il est prononcé par un homme.

Piste d'économie : Le système syndical est issu de l'après-guerre. Il est financé à 50% par l'Etat de façon directe ou indirecte. Il n'y a que 7% de syndiqués. On dépense 3 à 4 milliards pour financer nos syndicats.
Il faudrait que tout le monde soit syndiqué pour qu'en face des patrons il y ait de véritables interlocuteurs. Ça passe par l'attribution d'un chèque syndical : les employeurs versent à tous les salariés 10 ou 15 euros pour qu'ils se syndiquent et ainsi on fait remonter au sein de l'entreprise des revendications d'entreprise et non des revendications nationales qui vont de pair avec 3 millions de jours de grève.

Le débat, débuté à 20 h, se termine vers 23h15, MM. Gilles Studnia et Patrick Loisel, Maires de Saint-Nom-la-Bretèche et de Feucherolles, remercient les personnes de l'assistance de leur présence et de leur participation.